

## Introduction : marché et morale

Il y a certes des choses que l'on ne peut acheter à prix d'argent, mais plus beaucoup par les temps qui courent. De nos jours, tout ou presque est à vendre. Voici quelques exemples :

– *Une cellule de prison améliorée : 82 dollars la nuit.* À Santa Ana et dans plusieurs autres localités californiennes, les délinquants non violents peuvent bénéficier de meilleures conditions d'incarcération moyennant finances – ils disposent ainsi d'une cellule propre et calme, éloignée de celles des détenus qui ne déboursent rien<sup>1</sup>.

– *L'accès à la voie réservée aux véhicules à occupation multiple : 8 dollars à l'heure de pointe.* Les municipalités de Minneapolis et d'autres agglomérations s'efforcent de décongestionner le trafic routier en autorisant les automobilistes solitaires à emprunter les voies réservées aux véhicules à occupation multiple, les tarifs variant en fonction de la circulation<sup>2</sup>.

1. Jennifer Steinhauer, « For \$82 a Day, Booking a Cell in a 5-Star Jail », *New York Times*, 29 avril 2007.

2. Daniel Machalaba, « Paying for VIP Treatment in a Traffic Jam : More Cities Give Drivers Access to Express Lanes – for a Fee », *Wall Street Journal*, 21 juin 2007.

– *Le recours à une mère porteuse indienne pour mener une grossesse à terme : 6 250 dollars.* Les couples occidentaux cherchant des gestatrices délocalisent de plus en plus cette tâche en Inde, où cette pratique est légale et la rémunération perçue n'atteint pas le tiers des émoluments en vigueur aux États-Unis<sup>1</sup>.

– *Le droit d'immigrer aux États-Unis : 500 000 dollars.* Les ressortissants étrangers qui investissent 500 000 dollars et créent au moins dix emplois dans une région très frappée par le chômage reçoivent une carte verte synonyme du statut de résident permanent<sup>2</sup>.

– *Le droit d'abattre un rhinocéros noir menacé d'extinction : 150 000 dollars.* Pour inciter les propriétaires de ranches à élever et protéger cette espèce en danger, le gouvernement sud-africain admet depuis peu que le droit de tuer un nombre restreint de rhinocéros soit vendu à des chasseurs<sup>3</sup>.

– *Le numéro du téléphone portable de votre médecin : 1 500 dollars au moins par an.* De plus en plus de médecins « concierges » proposent à leurs patients de leur verser entre 1 500 et 25 000 dollars d'honoraires annuels à seule fin de pouvoir les appeler sur leur portable pour être reçus le jour même<sup>4</sup>.

1. Sam Dolnick, « World Outsources Pregnancies to India », *USA Today*, 31 décembre 2007 ; Amelia Gentleman, « India Nurtures Business of Surrogate Motherhood », *New York Times*, 10 mars 2008.

2. Eliot Brown, « Help Fund a Project, and Get a Green Card », *Wall Street Journal*, 2 février 2011 ; Sumathi Reddy, « Program Gives Investors Chance at Visa », *Wall Street Journal*, 7 juin 2011.

3. Brendan Borrell, « Saving the Rhino Through Sacrifice », *Bloomberg Businessweek*, 9 décembre 2010.

4. Tom Murphy, « Patients Paying for Extra Time with Doctor: "Concierge" Practices, Growing in Popularity, Raise Access Concerns », *Washington Post*, 24 janvier 2010 ; Paul Sullivan, « Putting Your Doctor, or a Whole Team of Them, on Retainer », *New York Times*, 30 avril 2011.

– *Le droit d'émettre une tonne métrique de carbone dans l'atmosphère : 18 euros.* Grâce à la bourse du carbone organisée par l'Union européenne, les entreprises sont libres d'acheter et de vendre le droit de polluer<sup>1</sup>.

– *L'admission de votre enfant dans une université prestigieuse : ?* Sans aller jusqu'à afficher de prix, les dirigeants de plusieurs grandes universités ont déclaré accepter quelques étudiants rien moins que brillants dont les parents fortunés sont susceptibles de fournir d'importantes contributions financières... voilà ce que l'on a pu lire dans les pages du *Wall Street Journal*<sup>2</sup>.

Même si les prestations susmentionnées ne sont pas à la portée de toutes les bourses, nombre de nouveaux moyens de gagner de l'argent sont aujourd'hui disponibles. Si vous avez besoin d'arrondir vos fins de mois, voici quelques-unes des nouvelles possibilités qui s'offrent à vous :

– *Louez votre front (ou n'importe quelle autre partie de votre corps) à un annonceur publicitaire : 777 dollars.* Après s'être rasé le crâne à l'instigation de la compagnie aérienne Air New Zealand, une trentaine d'hommes et de femmes s'y sont fait temporairement tatouer le slogan « Besoin de changement ? Partez en Nouvelle-Zélande<sup>3</sup> ! ».

– *Servez de cobaye humain à une firme pharmaceutique qui désire tester l'innocuité d'un nouveau médicament : 7 500 dollars.* Le montant de l'indemnité accordée peut être plus élevé ou plus

1. Le prix actuel en euros est indiqué sur le site [www.pointcarbon.com](http://www.pointcarbon.com).

2. Daniel Golden, « At Many Colleges, the Rich Kids Get Affirmative Action: Sefing Donors, Duke Courts "Development Admits" », *Wall Street Journal*, 20 février 2003.

3. Andrew Adam Newman, « The Body as Billboard: Your Ad Here », *New York Times*, 18 février 2009.

faible, selon qu'une procédure plus ou moins invasive évalue l'effet du produit concerné et que le désagrément occasionné est plus ou moins marqué<sup>1</sup>.

– *Combattez en Somalie ou en Afghanistan dans les rangs d'une société militaire privée: de 250 dollars par mois à 1 000 dollars par jour.* La solde dépend des qualifications, de l'expérience et de la nationalité<sup>2</sup>.

– *Patientez toute la nuit dans une file d'attente à la place d'un lobbyiste qui souhaite assister à une audience parlementaire: de 15 à 20 dollars de l'heure.* Les lobbyistes désireux de ne plus faire la queue devant le Capitole peuvent maintenant se faire remplacer par des sans-abri ou des étudiants rétribués par des agences spécialisées<sup>3</sup>.

– *Si vous êtes élève de CE1 dans une mauvaise école de Dallas, lisez un livre: 2 dollars.* Pour encourager les enfants à la lecture, les établissements scolaires les paient chaque fois qu'ils lisent un ouvrage jusqu'à la dernière page<sup>4</sup>.

– *Si vous êtes obèse, perdez sept kilos en quatre mois: 378 dollars.* Les entreprises aussi bien que les « assureurs-maladie » incitent

1. Carl Elliott, « Guinea-Pigging », *New Yorker*, 7 janvier 2008.

2. Matthew Quirk, « Private Military Contractors: A Buyer's Guide », *Atlantic*, septembre 2004, p. 39, citant P. W. Singer; Mark Hemingway, « Warriors for Hire », *Wefily Standard*, 18 décembre 2006; Jeffrey Gettleman, Mark Massetti, et Eric Schmitt, « U.S. Relies on Contractors in Somalia Conflict », *New York Times*, 10 août 2011.

3. Sarah O'Connor, « Packed Agenda Proves Boon for Army Standing in Line », *Financial Times*, 13 octobre 2009; Lisa Lerer, « Waiting for Good Dough », *Politico*, 26 juillet 2007; Tara Palmeri, « Homeless Stand in for Lobbyists on Capitol Hill », CNN, <http://edition.cnn.com/2009/POLITICS/07/13/line.standers/>.

4. Amanda Ripley, « Is Cash the Answer? », *Time*, 19 avril 2010, p. 44-45.

financièrement à maigrir et/ou à adopter d'autres comportements propices à la santé<sup>1</sup>.

– *Rachetez la police d'assurance-vie d'un individu souffrant ou âgé, acquittez les primes annuelles tant que le souscripteur est vivant puis touchez son capital décès à sa mort: des millions, potentiellement (tout dépend de la sorte de police souscrite)*. Cette forme de pari sur les vies d'inconnus est devenue une industrie dont le chiffre d'affaires avoisine 30 milliards de dollars. Plus l'inconnu meurt vite, plus sa disparition profite à l'investisseur<sup>2</sup>.

Nous vivons à une époque où quasiment tout peut être acheté et vendu. Depuis trois décennies, le marché – ainsi que les valeurs marchandes – a fini par régenter notre vie comme jamais auparavant : loin de résulter d'un choix délibéré, cette situation s'est presque imposée à nous par surprise.

À l'issue de la guerre froide, le marché et la doctrine du libre-échange ont joui d'un prestige incomparable pour des raisons tout à fait compréhensibles : aucune autre méthode d'organisation de la production et de distribution des biens n'avait réussi à engendrer une abondance et une prospérité équivalentes. Et pourtant, malgré le nombre croissant de nations de tous les continents qui ont alors adhéré aux mécanismes de l'économie de marché, autre chose était en train de se produire. Les valeurs

1. Selon une étude consacrée à la perte de poids, tout participant qui avait maigri de sept kilos au bout de seize semaines gagnait 378,49 dollars en moyenne. Voir Kevin G. Volpp, « Paying People to Lose Weight and Stop Smoking », *Issue Brief*, Leonard Davis Institute of Health Economics, University of Pennsylvania, vol. 14, n° 3, février 2009 ; K. G. Volpp *et al.*, « Financial Incentive-Based Approaches for Weight Loss », *JAMA*, vol. 300, n° 22, 10 décembre 2008, p. 2631-2637.

2. Sophia Grene, « Securitising Life Policies Has Dangers », *Financial Times*, 2 août 2010 ; Mark Maremont et Leslie Scism, « Odds Skew Against Investors in Bets on Strangers' Lives », *Wall Street Journal*, 21 décembre 2010.

marchandes ayant fini par jouer un rôle de plus en plus grand dans la vie sociale, l'économie n'allait pas tarder à acquérir une dimension impériale. Désormais, la logique de l'achat et de la vente ne s'applique plus aux seuls biens matériels, mais façonne de plus en plus la totalité de l'existence : il est donc temps de nous demander si nous voulons vivre de cette façon.

## L'ère du triomphalisme du marché

Les années qui ont débouché sur la crise financière de 2008 furent l'âge d'or de la confiance grisante dans le marché et de la dérégulation qu'elle a entraînée – on pourrait les qualifier d'ère du triomphalisme du marché. Cette ère a commencé au début des années 1980, décennie où Ronald Reagan et Margaret Thatcher se sont dits certains que le marché, et non les États, était la clé de la prospérité et de la liberté ; puis ce mouvement s'est poursuivi dans les années 1990, période où s'est épanoui le libéralisme favorable au marché de Bill Clinton et de Tony Blair, lesquels ont en même temps tempéré et consolidé la conviction que le bien public repose surtout sur le marché.

À l'heure actuelle, cette confiance est battue en brèche. L'ère du triomphalisme mercantile s'est achevée. La crise financière a fait plus qu'amener à douter de l'aptitude du marché à répartir efficacement les risques : on s'accorde en outre à reconnaître depuis que celui-ci s'est tellement détaché de la morale qu'il est devenu indispensable de l'en rapprocher à nouveau d'une manière ou d'une autre. Mais, ce qui n'est pas évident, c'est ce qu'il faudrait entendre par là, ou comment il conviendrait de procéder.

Pour certains, un même défaut moral était au cœur du triomphalisme du marché : la cupidité, qui poussa à prendre des risques inconsidérés. Dans cette optique, la solution consisterait à juguler ce travers en exigeant que les banquiers et les décideurs de Wall Street fassent preuve de davantage d'intégrité

et de responsabilité et en promulguant des réglementations assez intelligentes pour prévenir la répétition d'une crise similaire.

C'est un diagnostic partiel, au mieux, car, même si la cupidité a indéniablement concouru à déclencher la crise financière, quelque chose de plus important est en jeu. Le plus funeste de tous les changements propres aux trois dernières décennies n'a pas résidé dans cette avidité accrue : il tient à ce que le marché et les valeurs marchandes ont envahi des sphères de la vie où ils n'ont pas leur place.

Impossible de faire face à cette réalité en se contentant de fulminer contre la cupidité : la fonction que le marché devrait remplir dans notre société doit être impérativement repensée. Nous devons débattre publiquement de ce que veut dire « maintenir le marché à sa place », débat qui nécessite de définir ses limites morales : force est de se demander s'il y a des choses que l'argent ne saurait acheter.

L'immixtion du marché, et des raisonnements qu'il induit, dans les aspects de la vie traditionnellement régis par des normes non marchandes est l'une des évolutions les plus significatives de notre temps.

Pensons à la prolifération des écoles, des hôpitaux et des prisons à but lucratif, ainsi qu'à l'externalisation de la guerre à des entreprises militaires privées. (En Irak et en Afghanistan, les mercenaires ont fini par être plus nombreux que les membres de l'armée américaine<sup>1</sup>.)

Réfléchissons à l'éclipse des forces de police publiques par les agences privées de sécurité – surtout aux États-Unis et en

1. T. Christian Miller, « Contractors Outnumber Troops in Iraq », *Los Angeles Times*, 4 juillet 2007 ; James Glanz, « Contractors Outnumber U.S. Troops in Afghanistan », *New York Times*, 2 septembre 2009.

Grande-Bretagne, où l'effectif des gardes privés est plus de deux fois supérieur à celui des fonctionnaires de police<sup>1</sup>.

Ou songeons au marketing agressif des firmes pharmaceutiques qui aspirent à ce que telle ou telle médication soit prescrite aux consommateurs des pays riches. (Si vous avez déjà regardé les spots publicitaires dont les journaux télévisés du soir s'accompagnent quotidiennement aux États-Unis, on pourrait vous pardonner de croire que la plus grande crise sanitaire du monde n'est pas due à la malaria, à la cécité des rivières<sup>2</sup> ou à la maladie du sommeil, mais à une épidémie galopante de dysfonctionnement érectile!)

Méditons de surcroît sur l'entrée des publicités commerciales dans les écoles publiques; la vente de « droits de dénomination » de parcs et d'espaces civiques; la commercialisation d'ovules et de spermatozoïdes « sur mesure » destinés à la procréation médicalement assistée; l'externalisation de la grossesse à des mères porteuses du tiers-monde; les droits de polluer que des entreprises et des pays achètent et vendent; ou ce mode de financement des campagnes électorales qui équivaut peu ou prou à admettre que des postes électifs soient achetés et vendus.

Ces influences du marché sur les ressources affectées à la santé, à l'éducation, au maintien de l'ordre public, à la sécurité nationale, à la justice pénale, à la protection de l'environnement, aux loisirs, à la procréation et à d'autres biens sociaux étaient inexistantes pour la plupart il y a trente ans de cela; aujourd'hui, nous les tenons largement pour allant de soi.

## Quand tout est à vendre

1. « Policing for Profit: Welcome to the New World of Private Security », *Economist*, 19 avril 1997.

2. Ou onchocercose: le parasite *Onchocerca volvulus* qui provoque cette affection abonde à proximité des cours d'eau (*NdT*).



Pourquoi s'inquiéter à l'idée que nous vivrons de plus en plus dans une société où tout sera à vendre ?

Pour deux raisons : l'une a trait à l'inégalité ; l'autre à la corruption. S'agissant d'abord de l'inégalité, vivre dans une société où tout est à vendre est d'autant plus malaisé que l'on a un train de vie modeste. Plus l'argent permet d'acheter de biens, plus l'aisance matérielle (ou son absence) importe.

Si la fortune ne procurait aucun autre avantage que la faculté de s'offrir des yachts, des voitures de sport et des vacances de rêve, les inégalités salariales et financières ne compteraient guère. Mais, plus l'argent permet d'acheter de choses – d'être politiquement influent, de se faire correctement soigner, d'habiter dans un quartier sûr plutôt que dans un coupe-gorge, de bénéficier d'une éducation élitiste plutôt que d'être condamné à l'échec scolaire –, plus la distribution des revenus et du patrimoine pèse lourd. Quand tout ce qu'il y a de bon est susceptible d'être acheté et vendu, l'argent devient déterminant.

C'est pourquoi les dernières décennies ont été si cruelles pour les plus démunis et les familles de la classe moyenne. En plus d'élargir le fossé entre riches et pauvres, la marchandisation de tout a rendu l'inégalité plus douloureuse en donnant plus de poids à l'argent.

La seconde raison pour laquelle on devrait hésiter à tout mettre en vente est plus difficile à expliciter. Elle tient moins à l'inégalité et à l'équité qu'à la tendance corrosive du marché : mettre un prix sur les meilleures choses de la vie peut suffire à les corrompre. Car le marché ne répartit pas seulement des biens ; il exprime et promeut aussi des attitudes qui conditionnent l'appréhension des biens échangés. Payer des enfants pour qu'ils lisent des livres peut certes les pousser à lire davantage, mais également leur apprendre à tenir la lecture pour une corvée plutôt que pour une source intrinsèque de satisfaction ; tout en

pouvant augmenter les revenus, vendre des places d'étudiant de première année au plus offrant risque d'être préjudiciable à l'intégrité du *college*<sup>1</sup> concerné tout autant qu'à la valeur du diplôme qu'il délivre; et charger des mercenaires étrangers de faire la guerre à notre place peut aussi bien épargner la vie de nos compatriotes que corrompre le sens de la citoyenneté.

Les économistes supposent souvent que, étant inerte, le marché n'affecte pas les biens dont il permet l'échange. Mais c'est faux : il laisse une marque caractéristique, les valeurs marchandes évinçant parfois des valeurs non marchandes qui mériteraient d'être sauvegardées.

Quelles valeurs méritent-elles d'être préservées, et pourquoi? Comme les avis divergent, bien sûr, il est impossible de décider ce que l'argent devrait – et ne devrait pas – pouvoir acheter sans déterminer au préalable quelles valeurs devraient régir telle ou telle facette de la vie sociale et civique. Comment parvenir à le penser, c'est le sujet de ce livre.

Voici une ébauche de la réponse que j'entends proposer : quand nous décidons que certains biens peuvent être achetés et vendus, nous décidons, implicitement au moins, qu'il convient de les traiter comme des marchandises, c'est-à-dire comme des instruments rentables et utilisables. Mais la valeur de tous les biens ne peut pas être convenablement expertisée de la sorte<sup>2</sup>. Les êtres humains en sont l'exemple le plus évident : l'esclavage était épouvantable parce qu'il traitait certains individus comme des marchandises achetables et vendables aux enchères. Ce traitement n'évaluait pas les êtres humains comme il convient – il

1. Aux États-Unis, établissement d'enseignement supérieur où l'on étudie quatre ans pour obtenir un diplôme de *Bachelor (NdT)*.

2. Je remercie Elizabeth Anderson d'avoir si bien éclairci ce point dans son *Value in Ethics and Economics*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1993.

les assimilait aux instruments d'un gain et à des objets usuels au lieu de les tenir pour des personnes dignes de considération et de respect.

D'autres biens et procédés auxquels nous attachons le plus grand prix appellent une remarque similaire. Ainsi, nous ne tolérons pas que des enfants soient achetés et vendus à l'encan : même si ceux-ci n'étaient pas maltraités par leurs acquéreurs, un marché aux enfants exprimerait et promouvrait une mauvaise estimation de leur valeur, car tout enfant est pour nous un être digne d'amour et de sollicitude plutôt qu'un simple bien de consommation. Ou pensons aux droits et obligations de la citoyenneté : aucun citoyen tenu d'être juré ne peut rétribuer un remplaçant pour qu'il exerce cette fonction en son nom. Nous n'acceptons pas non plus que des électeurs vendent leurs voix, quand bien même d'autres s'empresseraient peut-être de les acheter. Pourquoi ? Parce que nous croyons que, loin d'équivaloir à une propriété privée, les devoirs civiques doivent être regardés au contraire comme des responsabilités publiques. S'en départir reviendrait à les déprécier en ne les estimant plus à leur juste valeur.

Ces exemples illustrent un point plus vaste : certaines des bonnes choses de la vie sont corrompues ou dégradées si elles deviennent des marchandises. Pour décider où le marché est à sa place et de quoi il devrait être tenu à l'écart, il faut par conséquent décider de l'aune à laquelle on mesure la valeur des biens en question – le prix de la santé, de l'éducation, de la famille, de la vie, de la nature, de l'art, des devoirs civiques, etc. Ce sont autant de questions morales et politiques – pas seulement économiques – dont la résolution présuppose de débattre au cas par cas de la signification morale de tels biens et du mode d'appréciation de la valeur qui est ici opportun.

Tel est le débat que nous n'avons pas eu durant l'ère du triomphalisme du marché. Il en résulte que, sans nous en rendre

vraiment compte ni même avoir décidé de le faire, nous n'*avons* plus une économie de marché : nous sommes *devenus* une société de marché.

Voici la différence : l'économie de marché est l'outil princeps – un instrument précieux et efficace – de l'organisation de l'activité productive, tandis qu'une société de marché est un mode de vie tel que les valeurs marchandes s'insinuent dans le moindre aspect des affaires humaines ; c'est un lieu où les relations sociales sont réaménagées à l'image du marché.

Le plus grand débat manquant de la politique contemporaine a trait au rôle et au champ d'action du marché. Voulons-nous disposer d'une économie de marché, ou être une société de marché ? Quelle fonction le marché doit-il remplir dans la vie publique et les relations personnelles ? Comment décider quels biens devraient être achetés et vendus, et lesquels devraient être régis par des valeurs non marchandes ? Où le règne de l'argent devrait-il s'arrêter ?

Telles sont les questions que je tenterai de poser dans ce livre. Parce qu'elles renvoient aux définitions contestées de ce que sont une bonne société et une vie bonne, je ne puis promettre aucune réponse définitive, mais j'espère au moins inciter à discuter publiquement de ces questions et fournir un cadre philosophique utile à l'approfondissement de la réflexion.

## Repenser le rôle du marché

Même si vous convenez que nous ne saurions nous dispenser de nous confronter aux graves problèmes de la moralité du marché, vous doutez peut-être que notre discours public soit à la hauteur d'une telle tâche. C'est une préoccupation légitime : toute tentative de repenser le rôle et le champ d'action du

marché devrait commencer par reconnaître deux obstacles qui ont de quoi intimider.

Le premier réside dans le pouvoir et le prestige persistants du raisonnement économique, même à la suite de la pire des défaillances du marché propres aux quatre-vingts dernières années ; l'autre, dans l'acrimonie et le vide de notre discours public. Et ces deux données ne sont pas totalement indépendantes.

Le premier obstacle est curieux. Sur le moment, la crise financière de 2008 a été largement dépeinte comme une espèce de condamnation morale du ralliement inconditionnel au marché qui prévalait depuis trois décennies dans toutes les familles politiques. Le quasi-effondrement de divers établissements financiers de Wall Street naguère encore omnipotents, puis la nécessité de les renflouer massivement aux dépens des contribuables, contraindraient à réexaminer la fonction du marché, assura-t-on d'emblée : même Alan Greenspan, auparavant grand prêtre de la confiance triomphaliste dans le marché en tant que président de l'U.S. Federal Reserve [Banque centrale des États-Unis], admit avoir découvert avec « une incrédulité proche de l'état de choc » que sa certitude antérieure que l'économie de marché était capable de se corriger d'elle-même était illusoire<sup>1</sup> – le dessin d'un manuel d'économie fondant au point de baigner dans une flaque servit alors de couverture au magazine britannique *The Economist* : l'article correspondant de ce périodique autrefois si allègrement ultralibéral s'intitulait « Ce qui ne va plus dans la théorie économique<sup>2</sup> ».

L'ère du triomphalisme du marché venait de se solder par un désastre : on allait donc maintenant entrer à coup sûr dans un

1. Edmund L. Andrews, « Greenspan Concedes Error on Regulation », *New York Times*, 24 octobre 2008.

2. « What Went Wrong with Economics », *The Economist*, 16 juillet 2009.

temps de reddition de comptes morale, une phase de sobres remises en cause de la confiance dans le marché... sauf que cela n'advint pas.

Si spectaculaire fût-il, cet échec des marchés financiers n'a guère érodé la confiance générale dans le marché libre : en fait, la crise financière a plus discrédité les États que les banques. En 2011, des enquêtes ont montré que, pour l'opinion publique américaine, c'était le gouvernement fédéral bien plus que les institutions financières de Wall Street qui était responsable des problèmes économiques que le pays affrontait – cet avis prédominait à plus de deux contre un<sup>1</sup>.

La crise financière avait plongé les États-Unis et maints secteurs de l'économie globale dans la pire de toutes les récessions survenues depuis la Grande Dépression<sup>2</sup> : des millions d'individus s'étaient retrouvés au chômage. Mais elle n'a pas conduit pour autant à repenser fondamentalement le marché : à la place, sa conséquence politique la plus notable aux États-Unis a consisté dans l'essor du Tea Party<sup>3</sup>, mouvement dont l'hostilité au gouvernement et l'adhésion au marché libre auraient fait rougir Ronald Reagan. Au cours de l'automne 2011, le mouvement initialement baptisé « Occupy Wall Street » [Occupons Wall Street] a manifesté à son tour dans beaucoup de villes des États-Unis et du reste du monde, ces contestataires

1. Frank Newport, « Americans Blame Government More Than Wall Street for Economy », Sondage Gallup, 19 octobre 2011, [www.gallup.com/poll/150191/Americans-Blame-Gov-Wall-Street-Economy.aspx](http://www.gallup.com/poll/150191/Americans-Blame-Gov-Wall-Street-Economy.aspx).

2. La Crise de 1929, autrement dit (*NdT*).

3. Si les participants de la « *tea party* » de Boston (1773) avaient fait passer des caisses de thé par-dessus bord pour protester contre l'augmentation des taxes commerciales frappant les colonies américaines de la Couronne britannique, le *Tea* du mouvement homonyme contemporain est l'acronyme de *Taxed Enough Already* [Déjà Suffisamment Imposés] : il s'agit dans ce cas d'un mouvement politique qui appelle le masculin en français (*NdT*).

dénonçant les grandes banques et le pouvoir des entreprises tout en protestant contre l'inégalité croissante de revenus et de richesse. En dépit de leurs orientations idéologiques différentes, les activistes du Tea Party et d'Occupy Wall Street ont attesté de l'indignation populaire que le renflouement a provoquée<sup>1</sup>.

Malgré ces voix protestataires, l'examen sérieux du rôle et du champ d'action du marché que je préconise reste largement absent de notre vie politique. Les démocrates et les républicains continuent à discuter des impôts, des dépenses et des déficits budgétaires comme ils le font depuis si longtemps, leur comportement ayant changé en cela uniquement qu'une partialité accrue s'accompagne désormais d'une moindre capacité d'inspirer ou de persuader. Le désenchantement politique s'est approfondi à mesure que, frustrant de plus en plus de citoyens américains, notre système politique se révèle de moins en moins à même de servir l'intérêt général ou de poser les questions les plus importantes.

Cet état alarmant du discours public est le second des obstacles empêchant de débattre des limites morales du marché. À l'heure où l'argumentation politique consiste principalement à s'invectiver sur les chaînes de télévision câblées, à faire preuve d'un parti pris caustique lors de causeries radiophoniques et à se bombarder de produits alimentaires dans l'enceinte du Congrès, on a du mal à imaginer qu'un débat public raisonné aborde des questions morales aussi sujettes à controverse que la juste façon d'estimer la valeur de la procréation, des enfants, de l'éducation, de la santé, de l'environnement, de la citoyenneté

1. William Douglas, « Occupy Wall Street Shares Roots with Tea Party Protesters – but Different Goals », *Miami Herald*, 19 octobre 2011 ; David S. Meyer, « What Occupy Wall Street Learned from the Tea Party », *Washington Post*, 7 octobre 2011 ; Dunstan Prial, « Occupy Wall Street, Tea Party Movements Both Born of Bank Bailouts », *Fox Business*, 20 octobre 2011, [www.foxbusiness.com/markets/2011/10/19/occupy-wall-street-tea-party-born-bank-bailouts](http://www.foxbusiness.com/markets/2011/10/19/occupy-wall-street-tea-party-born-bank-bailouts).

et d'autres biens. Mais je reste malgré tout persuadé qu'un tel débat est possible, et qu'il ne manquerait pas de revigorer notre vie publique.

D'aucuns imputent nos acrimonieux différends politiques à un excès de convictions morales : beaucoup trop de gens seraient si profondément et farouchement attachés à leurs convictions personnelles qu'ils voudraient les imposer à tout le monde. C'est une mauvaise lecture de la passe délicate que nous traversons, me semble-t-il : pour moi, ce qui est problématique dans nos mœurs politiques, ce n'est pas la surabondance des arguments moraux, mais leur rareté ; notre politique entre en surchauffe parce qu'elle est essentiellement vide, sans contenu moral et spirituel... c'est pourquoi elle ne parvient pas à s'atteler à la résolution des graves questions qui intéressent tout un chacun.

L'amoralisme de la politique contemporaine a diverses sources : il tient en premier lieu à la tentative de bannir les conceptions de la vie bonne du discours public. Dans l'espoir d'éviter les conflits sectaires, nous exhortons fréquemment quiconque exerce une activité publique à mettre ses convictions morales et spirituelles de côté. Mais, si bien intentionné soit-il, le refus d'admettre que les argumentations relatives aux conditions de la vie bonne font partie intégrante de la politique a favorisé l'avènement du triomphalisme du marché et de l'emprise durable de la rationalité marchande.

À sa façon, la rationalité marchande vide également la vie publique de tout ce qui s'apparente à un argumentaire moral. Le marché séduit en partie parce qu'il ne prononce aucun jugement sur les préférences qu'il satisfait. Il ne se demande pas si certains modes d'évaluation des biens sont supérieurs à d'autres ou plus valables. Si quelqu'un est prêt à payer pour avoir des rapports sexuels ou se faire greffer un rein et qu'un adulte consentant veut bien lui vendre ce qu'il recherche, la seule question que l'économiste pose est : « Combien ? » Le marché n'agit pas



l'index en signe de réprobation : il ne différencie pas les préférences admirables des préférences basiques, chacune des parties contractantes décidant toute seule de la valeur qu'elle accorde aux choses échangées.

Cette approche neutre des valeurs inhérente au raisonnement marchand explique la majeure partie de l'attrait qu'il exerce, mais le fait est aussi que la conjonction de notre réticence à échanger des arguments moraux et spirituels et de notre acceptation du marché a prélevé un lourd tribut : elle a ponctionné l'énergie morale et civique du discours public au bénéfice de la politique technocratique et managériale dont tant de sociétés contemporaines pâttissent.

Un débat afférent aux limites morales du marché nous donnerait la possibilité de décider collectivement où celui-ci sert le bien public et où il n'en participe pas ; et il dynamiserait de surcroît notre politique en portant des conceptions rivales de la vie bonne sur la place publique. Car comment de telles discussions pourraient-elles progresser sinon ? Si vous convenez que l'achat et la vente de certains biens les corrompent ou les dégradent, vous croyez forcément que certains modes d'estimation de la valeur de ces biens sont plus appropriés que d'autres. Parler de la corruption d'une activité – de la parentalité, disons, ou de la citoyenneté – n'a de sens que si vous pensez que certaines façons d'être parent ou citoyen sont meilleures que d'autres.

Des jugements moraux de ce type sous-tendent les quelques limitations du marché encore observables aujourd'hui. Nous ne tolérons pas que des parents vendent leurs enfants ni que des citoyens monnaient leurs votes, et l'une des raisons de ce refus a effectivement quelque chose à voir avec notre faculté de jugement : nous considérons que la vente de ce genre de choses revient à cultiver de mauvaises attitudes en n'estimant pas ces biens à leur juste valeur.

L'examen détaillé des limites morales du marché rend ces questionnements inévitables. Il exige que, raisonnant ensemble et en public, nous fixions conjointement la valeur des biens sociaux que nous prisons. Ce serait folie d'escompter que, même employé à bon escient, un discours public plus solide moralement parlant puisse apporter une réponse consensuelle à chacune des questions en suspens, mais il n'en reste pas moins qu'un tel discours contribuerait à assainir la vie publique – ne serait-ce qu'en nous rendant plus conscients du prix que nous payons pour vivre dans une société où tout est à vendre.

Quiconque réfléchit à la moralité du marché pense avant tout aux banques de Wall Street et à leurs méfaits irresponsables, aux fonds de placement, aux renflouements et à la réforme de la réglementation financière. En réalité, le défi moral et politique qu'il nous incombe aujourd'hui de relever est à la fois plus généralisé et plus prosaïque : il ne s'agit de rien de moins que de repenser le rôle et l'impact du marché, dans nos pratiques sociales tout autant que dans nos relations humaines et notre vie quotidienne.